

"Paris et Bonn réaffirment leur soutien à Dehaene" dans Le Figaro (28 juin 1994)

Légende: Le 28 juin 1994, le quotidien français Le Figaro fait le point sur les difficultés qu'éprouvent les chefs d'État ou de gouvernement des Douze pour désigner unanimement un successeur de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne.

Source: Le Figaro. 28.06.1994. Paris: Le Figaro.

Copyright: (c) Le Figaro

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"paris_et_bonn_reaffirment_leur_soutien_a_dehaene"_dans_le_figaro_28_juin_1994-fr-27a1a9be-7b1e-4263-a89c-f13ebbb04a0f.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Les grandes manœuvres des Douze autour de la succession de Jacques Delors

Paris et Bonn réaffirment leur soutien à Dehaene

BRUXELLES : Baudouin BOLLAERT

« En l'état actuel des choses, à partir du moment où onze pays sur douze sont d'accord sur un nom, je ne vois pas pourquoi on changerait de ligne. » Alain Juppé, hier, a clairement indiqué que la France continuerait de soutenir Jean-Luc Dehaene dans la course à la succession de Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne.

Même attitude à Bonn où le chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, a estimé qu'il n'y avait « aucune raison de faire entrer en jeu des candidats de compromis ». Pour la France et l'Allemagne, un consensus est encore possible sur le nom du premier ministre belge car, selon le porte-parole du Quai d'Orsay, « il est plus facile de passer de onze à douze que de repartir de zéro ».

Pourtant, tout en maintenant sa candidature, M. Dehaene est le premier à reconnaître que ses chances de l'emporter sont minces. Les chefs d'Etat et de gouvernement doivent se retrouver le 15 juillet à Bruxelles et personne ne voit John Major se déjuger à vingt jours d'intervalle. « A moins que son gouvernement ne soit tombé d'ici-là ! », ironise un diplomate.

La tâche du chancelier Kohl, qui va prendre en mains la présidence de l'Union européenne à partir de vendredi, va donc être singulièrement difficile. A tel point qu'il pourrait bel et bien annuler le mini-sommet du 15 juillet pour le reporter à septembre, si aucune solution ne se dessine avant. « Il ne prendra pas le risque de commencer sa présidence sur un échec », affirme en effet un haut fonctionnaire de Bonn.

Le profil idéal

La vérité, aujourd'hui, est que personne - hormis M. Dehaene - ne correspond au profil idéal du futur président de la Commission. L'Europe a beau être « riche de talents », comme le dit M. Major, les critères exigés pour le poste sont si nombreux que dénicher l'oiseau rare s'apparente à un casse-tête chinois. Si Jacques Delors a été reconduit deux fois à son poste, ce n'est d'ailleurs pas un hasard...

Son successeur devrait être de droite puisque M. Delors est de gauche ; venir d'un « petit » Etat-membre puisque M. Delors est citoyen d'un « grand » ; avoir une expérience du pouvoir au plus haut niveau puisque le président de la Commission participe aux grandes réunions internationales ; être un bon organisateur puisque la Commission reste le « cœur » du système communautaire ; avoir le sens du compromis puisque l'Europe marche au consensus ; enfin, parler un bon français puisque l'Union va encore s'« angliciser » avec l'arrivée des scandinaves...

A priori, ces critères éliminent d'office un grand nombre de candidats. Mais des accommodements sont toujours possibles, à condition de jouer avec plus de finesse que ne l'ont fait Paris et Bonn pour tenter d'imposer Jean-Luc Dehaene. Non pas que Français et Allemands se soient comportés en « parrains mafieux », comme l'ont affirmé Britanniques et Néerlandais. Mais plutôt parce qu'ils n'ont jamais su justifier leurs préventions à l'égard de Ruud Lubbers.

Aux raisons supposées vraies, comme les fortes réticences de ce dernier à la réunification allemande ou la piètre présidence des Pays-Bas à Maastricht, s'en ajoutent d'autres moins connues ou avouables : une forte inimitié personnelle entre le premier ministre néerlandais et le chancelier Helmut Kohl et la crainte, du côté français, qu'avec Ruud Lubbers à la place de Jacques Delors, l'anglais ne devienne la langue de travail prioritaire à la Commission de Bruxelles...

Pour l'instant, plusieurs noms circulent pour le poste. Mais personne ne sort du lot d'autant que Felipe Gonzalez, par exemple, a répété à Corfou que la succession de Jacques Delors ne l'intéressait pas. Idem pour l'ex-ministre allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher. Dès lors, plusieurs personnalités

sont souvent citées (*voir aussi les portraits ci-dessus*).

En premier lieu Etienne Davignon qui après avoir été longtemps membre de la Commission (son « plan acier » est resté célèbre) et manqué de peu la présidence en 1980, est devenu président de la Société générale de Belgique à la suite de l'OPA ratée de Carlo De Benedetti.

Le rôle du Parlement

Ses handicaps : il est aussi fédéraliste - si ce n'est plus - que M. Dehaene et pourrait passer, aux yeux de la majorité socialiste du Parlement européen, pour le candidat du grand capital... Ses atouts : sa connaissance du milieu et son cosmopolitisme.

Wilfried Maertens ensuite, tout récemment élu à Strasbourg, l'ancien premier ministre belge a longtemps eu pour chef de cabinet un certain... Jean-Luc Dehaene ! Président des partis chrétiens-démocrates européens, il avait cherché en vain à éviter la double candidature Lubbers-Dehaene. Handicap : son fédéralisme européen militant. Atout : son expérience gouvernementale.

Peter Sutherland, lui, a précédé sir Leon Brittan au portefeuille de la concurrence à la Commission de Bruxelles. Ensuite, il est devenu directeur du Gatt. Ses handicaps : il a dénoncé « l'hystérie française » durant les négociations sur l'Uruguay Round et parle très mal notre langue. Ses atouts : une intelligence rapide et un caractère indépendant.

Jacques Santer, l'inamovible premier ministre luxembourgeois est un démocrate-chrétien de bon sens et de compromis (il gouverne avec ses socialistes). Handicaps : son compatriote Gaston Thorn a déjà été récemment président de la Commission. Manque de charisme. Atout : un profil œcuménique.

Tout possible

Giuliano Amato a été un président du Conseil plutôt efficace dans une période troublée en Italie. Handicap : il est socialiste. Atout : agilité intellectuelle.

Renato Ruggiero l'ancien porte-parole et haut fonctionnaire de la Commission a un handicap : il est apparenté socialiste. Atout : éclectisme.

Henning Christophersen enfin. Vice-président de la Commission où il est arrivé en même temps que Jacques Delors, cet ex-ministre des Finances danois est sérieux, compétent et sans surprise. Il avait, en vain, brigué la présidence de la Berd l'an passé. Handicap : son pays n'est guère européen. Atout : il pourrait faire un bon intérimaire.

D'autres noms s'ajouteront sans doute à cette liste (*voir les portraits ci-dessus*). Si les Douze parviennent *in extremis* à s'entendre sur l'un d'eux, encore faudra-t-il que le Parlement européen ratifie leur choix, à la mi-juillet, en vertu de l'article 158 du traité de Maastricht qui lui confère - pour la première fois - un droit d'investiture...

Tout est possible dans le scénario de crise actuel. Même le maintien provisoire de Jacques Delors à son poste si, le 6 janvier 1995, personne n'a été désigné pour le remplacer... L'intéressé ne le souhaite pas. Mais, comme le dit avec humour son porte-parole : « *Peut-on imaginer une Union européenne sans Commission ?* »